



IdeAs

Idées d'Amérique

9 | Printemps / Été 2017

Poètes et éditeurs : diffuser la poésie d'avant-garde
américaine (depuis 1945)

1917, les débuts d'une « relation spéciale » avec l'« Angleterre » ?

Antoine Capet



Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/ideas/1861>

DOI : 10.4000/ideas.1861

ISSN : 1950-5701

Éditeur

Institut des Amériques

Référence électronique

Antoine Capet, « 1917, les débuts d'une « relation spéciale » avec l'« Angleterre » ? », *IdeAs* [En ligne],
9 | Printemps / Été 2017, mis en ligne le 12 juillet 2017, consulté le 20 avril 2019. URL : <http://journals.openedition.org/ideas/1861> ; DOI : 10.4000/ideas.1861

Ce document a été généré automatiquement le 20 avril 2019.



IdeAs – Idées d'Amérique est mis à disposition selon les termes de la licence Creative Commons
Attribution - Pas d'Utilisation Commerciale - Pas de Modification 4.0 International.

1917, les débuts d'une « relation spéciale » avec l'« Angleterre » ?

Antoine Capet

« Les historiens américains seront peut-être obligés de s'étendre longuement pour expliquer à la postérité les raisons qui ont amené les États-Unis à prendre part à la Grande Guerre le 6 avril 1917 et celles qui les ont empêchés de le faire plus tôt. [...] En Angleterre tout particulièrement, où les lois et la langue semblaient constituer des liens de compréhension mutuelle entre les deux nations, l'abstention des États-Unis était difficilement comprise ». Winston Churchill, *Mémoires de la Grande Guerre* (1922)¹

- ¹ Lorsqu'éclate ce conflit qu'on va plus tard appeler la Grande Guerre, les plaies sont encore mal refermées entre « le premier pays à s'être affranchi de la colonisation européenne », ce dont il n'est pas peu fier, et la vieille puissance des « tuniques rouges » (*Redcoats*), toujours associée mentalement à l'oppression, si ce n'est de son propre peuple, du moins des populations restées sous sa férule. Si la diplomatie britannique a fini par rejoindre le camp des États-Unis contre celui des colons espagnols lors de la guerre hispano-américaine de 1898-1902 sur l'indépendance de Cuba, mais aussi pour le transfert de possession de Guam, des Philippines et de Porto Rico – et si, dans un beau prêté pour un rendu, la diplomatie américaine a soutenu l'intervention britannique contre les Boers (1899-1902), dans les deux cas les opinions publiques n'ont suivi qu'en maugréant. S'ajoute à cela l'influence des *Pennsylvania Dutch* – ces descendants d'Allemands qui sont hostiles à tout rapprochement avec l'Angleterre (dans ces cas-là, on ne parle jamais de Grande-Bretagne, et encore moins de Royaume-Uni). Mais surtout, il y a l'insoluble « question d'Irlande » qui, outre qu'elle empoisonne la vie politique intérieure du Royaume-Uni, perpétue aux États-Unis l'image d'une monarchie gouvernée par une caste aristocratique qui refuse toujours de céder aux aspirations démocratiques et abuse de son pouvoir à la Chambre des lords. Enfin, à travers la Triple-Entente, l'Empire britannique

s'est allié à celui des tsars – celui des pogromes antisémites qui a amené tant de Juifs à venir chercher asile aux États-Unis, où bien évidemment ils font campagne contre toute alliance, directe ou indirecte, avec la Russie impériale.

- 2 Observons qu'à Londres, les grands dirigeants du Parti libéral, qui revient triomphalement au pouvoir en décembre 1905, pour y rester – seul ou en coalition – jusqu'en octobre 1922, partagent les sympathies de l'opinion américaine, qu'il s'agisse des Boers, des Irlandais, ou des Juifs qui fuient le vaste empire russe (et qui à l'époque inclut entre autres la Pologne). C'est donc à reculons que le gouvernement britannique déclare la guerre aux côtés de la Russie en août 1914, contraint et forcé par la « garantie » donnée à la petite Belgique lors de sa création – à son initiative – en 1831. On a dit que l'opinion américaine, jusque-là foncièrement isolationniste et hostile à toute alliance avec la Triple-Entente (le troisième membre en étant la France), s'est elle aussi émue du « viol de la Belgique », pour reprendre l'expression qui a cours alors dans la presse de l'Entente. Émue non pas au point de vouloir immédiatement la rejoindre, mais en restant désormais sourde à la propagande allemande, qui dénonce le blocus imposé par la Royal Navy au ravitaillement maritime de l'Allemagne, ce qui pénalise les exportations des États-Unis et peut donc réduire à terme leur prospérité. L'activisme en faveur d'une intervention immédiate sera le fait d'une poignée d'anglophiles, parfois liés aux milieux épiscopaliens – ce qui n'étonnera pas puisqu'ils constituent dans les faits la branche américaine de l'Église d'Angleterre.
- 3 En France, on croit souvent que les États-Unis sont entrés en guerre parce que les Allemands ont coulé un de leurs paquebots, le *Lusitania*, qui ne transportait qu'un grand nombre de passagers américains neutres et innocents, dans les eaux internationales. Or, rien n'est plus éloigné de la vérité. D'abord, le *Lusitania* était un navire britannique. Sur les 1198 disparus, il n'y avait – si l'on ose dire – que 128 ressortissants des États-Unis. Ensuite il transportait du matériel de guerre dans ses cales – ce que les autorités britanniques ont finalement concédé en 1982. Et quand il sombra le 7 mai 1915, il était en mer d'Irlande, à onze milles marins de la côte – et donc dans les eaux britanniques. Pour couronner le tout, presque deux ans séparent la tragédie du *Lusitania* de l'entrée en guerre le 6 avril 1917.
- 4 Cependant, même si la chronologie interdit tout lien de cause à effet immédiat, il est possible de discerner là les premiers éléments d'un engrenage – la guerre en mer – qui devait peu à peu amener la fin de la neutralité des États-Unis. Certes, les Britanniques sont gravement choqués qu'en 1916 le président Wilson continue de ne pas les distinguer des Allemands en qualifiant la guerre en Europe de « bagarre d'hommes saouls dans un débit de boisson » – mais ils savent que leur cause gagne du terrain dans son pays.
- 5 D'abord sur le plan économique : les grandes banques, J. P. Morgan en tête, refusent la neutralité et ouvrent des lignes de crédit au gouvernement britannique (et français) pour ses acquisitions de matériel de guerre aux États-Unis. Par ailleurs, les Britanniques ont l'intelligence d'acheter la bienveillance de certains puissants milieux. Les États du Sud sont les grands perdants du blocus : sous l'effet de la loi de l'offre et de la demande, le cours du coton, qui était à 11 cents la livre en août 1914, est tombé à 4 cents dix-huit mois plus tard. Dès 1916, toutefois, les Britanniques payent volontairement la livre de coton 10 cents pour s'attirer leurs bonnes grâces.
- 6 En même temps, les événements d'Europe ont des répercussions indirectes sur l'idée d'une alliance aux côtés de l'Angleterre. La répression britannique impitoyable – quinze

exécutions quasi immédiates et d'innombrables arrestations – qui suit les « Pâques sanglantes » de Dublin (24 avril 1916) suscite l'indignation outre-Atlantique et renforce la campagne anti-anglaise, non seulement des Américains de souche irlandaise, mais d'une grande partie des « progressistes » tenants de la liberté des peuples à disposer d'eux-mêmes. À cet égard, le cas du futur président (1921-1922) de la jeune République irlandaise, Eamon de Valera (1882-1975), est resté une cause célèbre des relations anglo-irlando-américaines de l'époque. Né à New York de père hispano-cubain et de mère irlandaise, dont le frère ramène le nourrisson en Irlande à l'âge de deux ans, sa naissance en terre américaine le sauvera de l'exécution, sur intervention de l'ambassadeur des États-Unis à Londres, après sa participation au soulèvement.

- 7 À l'inverse, l'annonce de la chute du Tsar en mars 1917 ôte un grand obstacle au soutien à la cause franco-britannique chez les nombreux Polonais émigrés aux États-Unis et dans les milieux juifs de la côte est. On sait par ailleurs que la célèbre « déclaration Balfour » de novembre 1917, qui promet un « foyer » en Palestine aux Juifs de tous les pays est avant tout destinée à s'attirer le soutien des milieux sionistes que le ministre des Affaires étrangères Arthur Balfour, tout comme son gouvernement, estime tout-puissants aux États-Unis. À cette date, certes, les États-Unis sont dans la guerre – mais il s'agit de décourager les dernières velléités de neutralisme et de méfiance vis-à-vis des Britanniques.
- 8 Le meilleur allié objectif des Britanniques reste cependant le grand état-major général allemand qui, en déclarant la guerre sous-marine à outrance en dépit des réticences du Kaiser et contre l'avis du chancelier, Theobald von Bethmann-Hollweg, contraint à la démission, va interdire tout soutien possible à l'Allemagne. Le raisonnement des généraux Hindenburg et Ludendorff, des amiraux Scheer et Tirpitz, était à la fois d'une parfaite simplicité et d'une grande audace : en attaquant sans aucune restriction les navires venus ravitailler les îles Britanniques, quels que soient leur nationalité et leur statut (neutre ou belligérant), on pourrait faire plier l'Angleterre avant que les États-Unis – si toutefois il entraient vraiment en guerre comme le prédisaient Bethmann-Hollweg et le Kaiser – n'aient le temps d'intervenir de façon décisive sur le champ de bataille. Si l'Angleterre tombait, la France et la Russie ne tarderaient pas à suivre. Comme l'exprimera parfaitement Churchill dans ses Mémoires, un douloureux dilemme se posait aux dirigeants allemands : « Deux cents sous-marins disponibles sur-le-champ valent-ils les 120 000 000 d'Américains qui se trouvent de l'autre côté de l'Atlantique ? Britannia, qui règne sur les mers, règne-t-elle également dans leurs profondeurs ? » On sait qu'ils ont tout misé sur leurs deux cents sous-marins – et qu'ils ont perdu la partie.
- 9 Au moment où ils franchissent le Rubicon, au début de 1917, la Royal Navy a considérablement perfectionné ses armes de lutte anti-sous-marine : détection acoustique et largage de grenades submersibles de grande puissance. Si elle ne règne pas totalement dans les profondeurs de l'Atlantique, Britannia n'y est pas absente, et elle y patrouillera chaque mois davantage à partir du printemps 1917 – précisément au moment où les Allemands intensifient leurs torpillages de navires, y compris américains, ce qui comme on le sait mènera à la déclaration de guerre. Fait capital, le point culminant des destructions allemandes de cargos coïncide peu ou prou avec l'entrée en guerre des États-Unis : elles vont graduellement décroître ensuite, anéantissant tout espoir d'asphyxier les îles Britanniques avant l'arrivée des renforts venus du Nouveau Monde. En d'autres termes, le pari des chefs allemands ne peut réussir, les sous-marins ne pourront pas gagner la guerre à eux seuls (on refera la même erreur, dans les deux camps, avec les

bombardiers au cours de la Deuxième Guerre mondiale). Seule une faible partie des cent vingt millions d'Américains va traverser l'Atlantique pour venir envahir l'Allemagne, mais si l'on s'interroge encore aujourd'hui sur le poids réel de l'intervention de ces troupes peu aguerries et sous-équipées sur le champ de bataille, il est avéré que le choc psychologique a été hors de proportion avec leur efficacité militaire. En Allemagne, et semble-t-il plus encore dans l'Empire austro-hongrois, le moral des populations en est gravement affecté, au point de conduire à des mutineries et à des émeutes, alors qu'au Royaume-Uni, malgré toute la condescendance qu'on nourrit vis-à-vis de ces Américains mal dégrossis, on juge qu'à long terme leur apport sera déterminant : on ne s'attend pas en effet à ce que la guerre se termine avant 1919, voire 1920.

- 10 Va alors se poser l'épineuse question des « buts de guerre ». Tels qu'ils avaient été définis avec les Français en 1914, ils étaient simples : écrasement total de l'Allemagne, partage des dépouilles et élimination du régime impérial (« *Hang the Kaiser* »). C'est ce que d'un commun accord on appelait une « paix carthaginoise ». Or, avec ses Quatorze Points et sa Société des Nations, Woodrow Wilson est un idéaliste qui, aux yeux des dirigeants français (Clemenceau) et britannique (Lloyd George), ignore tout des réalités de l'Europe, héritées d'une longue histoire d'imbrications et de rivalités entre ses peuples. En façade, Français et Britanniques vont bien se garder de heurter ce président des États-Unis qui est le premier à traverser l'Atlantique pour venir participer avec eux à une conférence de la paix où l'intrigue domine du début à la fin. Pour compliquer les choses, les Français se méfient à juste titre d'une entente sur leur dos entre les « Anglo-Saxons » (on ne parle pas encore de « relation spéciale »).
- 11 Au petit jeu de dupes entre Français, Britanniques et Américains qui aboutira en juin 1919 aux clauses encore aujourd'hui controversées du traité de Versailles, puis à l'impossibilité d'obtenir sa ratification par le nombre de voix requises au Sénat des États-Unis, les Français sont en apparence les grands perdants, puisqu'ils sont privés de la « garantie » de leurs deux ex-alliés (ou simples « associés », comme l'ont voulu rester les Américains) en cas de nouveau conflit avec l'Allemagne. Certes, il le seront, mais les Britanniques payeront eux aussi très cher, lors du « blitz » de 1940-1941, le choix qu'ils ont fait en 1919-1920 de ne pas s'aliéner les Américains en dénonçant leur politique de retrait isolationniste et de retour sur la parole donnée. Par ailleurs, dans l'entre-deux-guerres, les gouvernants successifs des États-Unis exigeront d'un Royaume-Uni par ailleurs peu prospère qu'il rembourse « jusqu'au dernier cent » les emprunts contractés pendant la Grande Guerre malgré les protestations des Britanniques, qui font valoir que ces dépenses ont été faites dans le cadre de l'effort de guerre commun. Pour trouver les fonds, la Grande-Bretagne sera contrainte de brader une grande partie de ses avoirs aux États-Unis. Les événements ont montré que la « victoire » de 1918 a été une victoire à la Pyrrhus pour les Français – mais elle l'a été tout autant, sinon plus, pour l'Empire britannique, qui y a perdu sa suprématie mondiale au profit des États-Unis.
- 12 Si les plaies du passé n'étaient pas refermées entre Britanniques et Américains en 1914, il est loisible d'avancer que la difficile collaboration des années 1917-1920 et la profonde méfiance qu'elle a fait resurgir pour vingt ans encore les avaient rendues béantes en 1939. On sait que malgré tous les appels et toutes les flatteries de Churchill – « union anglo-américaine à lui tout seul », comme il se plaisait à le rappeler – à l'endroit des compatriotes de sa mère, il a fallu cette fois attendre que ce soit l'Allemagne qui déclare la guerre aux États-Unis, en décembre 1941. On sait également que malgré toute son insistance, Churchill ne parviendra jamais à convaincre le président Franklin Roosevelt

de surmonter son aversion vis-à-vis de l'ancien pays colonisateur en acceptant l'une de ses invitations récurrentes après 1941 à venir en « Angleterre », comme l'appellent toujours ces nombreux Américains qui restent sur la réserve quand on leur parle de « relation spéciale ». Si « relation spéciale » il y a, il est clair en tout état de cause qu'elle n'est pas née en 1917.

NOTES

1. Winston Churchill, *The World Crisis*, vol. 3 : 1916-1918, London, Thornton Butterworth, 1927 (*Mémoires de la Grande Guerre*, vol. 2 : 1915-1918, traduction de l'anglais révisée, abrégée et annotée par Antoine Capet, Paris, Tallandier, 2014, p. 364).

AUTEUR

ANTOINE CAPET

Antoine Capet, *Fellow of the Royal Historical Society*, est professeur émérite de civilisation britannique à l'université de Rouen. Il a notamment dirigé le recueil *La « relation spéciale » entre le Royaume-Uni et les États-Unis, 1945-1990* (Presses de l'Université de Rouen, 2003) et traduit les *Mémoires de la Grande Guerre* de Churchill (2 vol., Tallandier, 2014). Son *Dictionnaire Churchill* sera publié par les Éditions Perrin fin 2017.